

ÉDITO

Va-t-on vers la signature d'un accord nucléaire avec l'Iran ?

Par **Bertrand Besancenot**



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen Orient.

L'Iran et les Etats-Unis ont, semble-t-il, tenu des pourparlers indirects en Oman en mai, dont le but était de parvenir à une « entente » sur l'arrêt du développement du programme nucléaire iranien, qui pourrait poser les bases pour des négociations sur un futur accord. Des discussions indirectes se poursuivraient par l'intermédiaire d'Oman sur la levée de certaines sanctions américaines visant l'Iran. Des réunions directes auraient aussi eu lieu aux Etats-Unis entre l'ambassadeur iranien à l'ONU, Amir Saeed Iravani, et l'envoyé spécial

américain sur l'Iran, Robert Malley.

Comme on le sait, les pourparlers indirects entre les Etats-Unis et l'Iran sur un retour au JCPOA ont échoué en septembre 2022, chaque camp accusant l'autre d'avoir des demandes maximalistes. L'accord, duquel les Etats-Unis se sont retirés unilatéralement en 2018 sous l'ancien président Donald Trump, visait à empêcher l'Iran de développer une arme nucléaire en échange de la fin des sanctions occidentales.

Pourparlers indirects en Oman et directs à New York, coopération accrue avec l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) : l'Iran multiplie les signes d'ouverture envers les Etats-Unis, tout en étant ferme sur sa volonté de garder une industrie nucléaire qu'il dit être à vocation civile. De son côté, faute de soutien politique pour revenir à l'accord de Vienne de 2015 sur le nucléaire iranien (JCPOA), l'administration Biden se montre favorable à une « entente » a minima pour limiter le programme nucléaire iranien et, espère-t-elle, créer ainsi les conditions d'une désescalade régionale (déjà amorcée par l'Arabie Saoudite et l'Iran sous l'égide de la Chine).

Un haut responsable diplomatique iranien s'est apparemment entretenu le 12 juin à Abou Dhabi avec des représentants français, britannique et allemand sur des dossiers stratégiques, dont le programme nucléaire iranien. La veille, le Guide Suprême de la République Islamique, Ali Khamenei, s'est dit prêt à conclure un accord avec les pays occidentaux sur le programme nucléaire iranien, tout en posant ses conditions : « Il n'y a rien de mal dans un accord potentiel avec l'Occident, mais l'infrastructure de notre industrie nucléaire ne doit pas être touchée », a-t-il affirmé, en niant que son pays cherchait à acquérir la bombe atomique.





Depuis le retrait américain, la République Islamique a continué à déployer un programme nucléaire, dont elle nie toute portée militaire. En février l'AIEA a pourtant annoncé avoir détecté dans l'usine de Fordo des particules d'uranium enrichi à 83,7 %, soit juste en deçà des 90 % nécessaires pour produire une bombe atomique. En outre, la coopération militaire accrue de l'Iran avec la Russie en pleine guerre d'Ukraine, où des drones militaires iraniens sont utilisés, embarrasse Washington dans l'optique de pourparlers avec la République Islamique.

Washington a fait référence à plusieurs reprises à une potentielle action militaire, reprenant des éléments du discours de son allié israélien, qui mène une guerre de l'ombre depuis des années contre la République Islamique. En face, l'Iran a construit une usine nucléaire souterraine si profonde qu'elle serait hors de portée des missiles américains fabriqués à cet effet, a révélé fin mai l'agence Associated Press. La Maison-Blanche a finalement toujours dit préférer la solution diplomatique, malgré une opposition bipartisane contre un retour à l'accord de 2015.

Les Européens, intermédiaires dans les discussions, ont récemment poussé les Etats-Unis à se remettre à la table des négociations. En avril, Washington a ainsi discuté avec l'Union européenne et Israël d'un possible accord intérimaire permettant une levée de sanctions plus modeste en échange d'un allègement d'une partie du programme nucléaire iranien. Médiateur traditionnel dans la région, le sultan d'Oman Haitham ben Tareq Al Saïd a effectué une visite de deux jours en Iran le 28 mai. Téhéran et Washington ont néanmoins démenti le 8 juin une information de MEE selon laquelle les deux parties s'approcheraient d'un tel accord provisoire.

Samedi 10 juin, lors d'un échange téléphonique avec son homologue iranien Ebrahim Raïssi, le président Macron a souligné l'importance que Téhéran prenne des mesures de désescalade et respecte les engagements pris auprès de l'AIEA. Quelques jours plus tôt, le chef de l'agence atomique, Rafael Grossi, avait jugé « trop lente » la coopération de Téhéran sur la réinstallation de caméras de surveillance sur plusieurs sites nucléaires, une décision prise le 4 mars dernier avec celle d'augmenter le rythme des inspections.

Le 30 mai, l'agence de presse officielle iranienne IRNA rapportait cependant que Téhéran et l'AIEA avaient par ailleurs clos deux litiges relatifs à la présence de traces d'uranium enrichi sur trois sites non déclarés. La fermeture de l'enquête était une condition iranienne pour un retour au JCPOA l'été dernier.

En parallèle, l'Irak a accepté de payer environ 2,76 milliards de dollars de dettes de gaz et d'électricité à l'Iran après avoir reçu des Etats-Unis une dérogation aux sanctions, a déclaré le 10 juin le ministre irakien des Affaires étrangères. Cette dérogation confirme que les Etats-Unis sont prêts à répondre aux récentes concessions iraniennes et que les deux pays explorent différentes options pour surmonter l'impasse des négociations nucléaires.

Une dynamique est donc certainement en train de se mettre en place pour parvenir à un nouvel accord avec Téhéran, mais il faut rester sceptique quant aux informations qui suggèrent que le JCPOA est en train d'être relancé. Les parties cherchent avant tout à apaiser les tensions. Certains médias laissent entendre qu'en contrepartie d'un arrêt du développement de son programme nucléaire et d'un échange de prisonniers, l'Iran pourrait obtenir le dégel d'une partie de ses avoirs, ainsi que la possibilité d'exporter jusqu'à un million de barils de pétrole par jour.

Cette dernière concession pourrait profiter au président Biden avant les élections de 2024, évitant une crise régionale avec l'Iran, mais aussi en freinant la montée des prix du brut que la récente décision saoudienne de diminuer sa production a suscitée. Pour le président-candidat, il s'agit de contourner l'opposition bipartisane à tout accord avec la République Islamique, notamment face aux craintes qu'une levée des sanctions contre l'Iran bénéficie indirectement à Moscou. Une « entente » plus limitée, qui ne nécessite pas un vote au Congrès, pourrait ainsi faire l'affaire, surtout si elle est accompagnée d'une libération de ressortissants américains détenus en Iran. Le 12 juin, Téhéran a fait savoir qu'un échange de prisonniers avec les Etats-Unis pourrait bientôt avoir lieu.

Sur le plan régional, Washington s'est récemment montré très actif auprès de son allié israélien et de son partenaire saoudien, laissant penser qu'il les a informés de l'avancée du dossier. En 2015, reproche lui avait en effet été fait de ne pas avoir associé les pays du Golfe aux négociations préalables à la signature de l'accord de Vienne. Au côté de l'Etat hébreu, ces derniers avaient ensuite décrié l'accord, anticipant une extension de l'influence de l'Iran dans la région. Aujourd'hui encore, Israël pourrait essayer de perturber les négociations par une pression diplomatique, le partage des renseignements, des déclarations publiques ou des actions clandestines. Pour sa part, en se montrant plus ouvert aux négociations, Téhéran ne s'engagera pourtant pas dans un accord avec les Etats-Unis sans garantie qu'ils ne s'en retirent pas une nouvelle fois.

La question clé dans le discours de Khamenei sur « l'industrie nucléaire qui ne doit pas être touchée » est ce à quoi il fait référence : les centrifugeuses avancées, les réserves d'uranium enrichi etc. Une chose est sûre, le Guide Suprême a clairement dit qu'il n'accepterait aucun accord qui sape-rait les capacités nucléaires de l'Iran.

En somme, l'apaisement récent des tensions dans la région crée les conditions de la recherche d'un accord limité évitant le risque d'une action militaire et freinant le programme nucléaire iranien. Il reste à savoir si sur le plan politique, à Washington et peut-être aussi à Téhéran, les modalités d'un tel accord seront acceptées. Les pays du Golfe auront par ailleurs leur mot à dire, comme ils l'ont exprimé récemment, car cette « entente » aurait des implications majeures sur leur sécurité (l'avenir du programme nucléaire iranien) et leurs revenus (une baisse des cours du brut en cas de reprise des exportations iraniennes). La fenêtre d'opportunité avant les élections présidentielles américaines existe bien, mais la négociation ne sera pas facile ●

REGARD D'EXPERT

Ethiopie : frappées par la sécheresse et les conséquences de la guerre civile, 20 millions de personnes privées d'aide alimentaire d'urgence

Par Emmanuel Goujon



Gérant de la société de conseils Approche Globale Afrique (AGA) qu'il a créée en 2011, Emmanuel GOUJON travaille depuis plus de 25 ans sur l'Afrique subsaharienne et notamment sur l'Éthiopie. Il a été journaliste et correspondant de guerre pour plusieurs médias, dont l'Agence France-Presse, basée pendant 13 ans en Afrique. Il est aujourd'hui spécialiste de la veille pays, de la prévention/gestion de crise et des relations publiques.

En Éthiopie, le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM) et l'agence américaine d'aide internationale au développement (USAID) ont décidé de suspendre les distributions d'aide alimentaire d'urgence en raison de « détournements institutionnalisés » des denrées alimentaires destinées à quelques 20 millions de personnes.

L'aide alimentaire d'urgence est-elle toujours une arme de guerre ? Tout le monde se souvient des terribles famines des années 1980 en Éthiopie¹, des photos d'enfants faméliques guettés par des vautours, ou de la chanson « We are the World ». Ces images, qui avaient disparu des médias depuis presque 30 ans, pourraient bien revenir dans l'actualité. Depuis plus d'un mois, les distributions d'aide alimentaire d'urgence ont été suspendues « jusqu'à nouvel ordre » par le PAM et l'USAID dans toute l'Éthiopie.

Cette suspension² fait suite à l'arrêt des distributions de nourriture décrété pour la seule région septentrionale du Tigré en mai 2023. Le Tigré est aujourd'hui occupé par l'armée fédérale et dirigé par une structure de transition dont le président est l'un des chefs de l'ex-rébellion, Getachew Reda. Le Tigré s'était opposé à l'État fédéral pendant plus de deux ans, prenant les armes contre le régime du Premier Ministre Abiy Ahmed appuyé par l'armée érythréenne. Le conflit a fait des centaines de mil-

liers de morts, et provoqué une situation de famine provoquée par le blocus humanitaire imposé par Addis Abeba, et aggravée par la sécheresse qui frappe tout le pays et plus largement toute l'Afrique de l'Est.

Le gouvernement américain a fourni une aide colossale de 1,8 milliard de dollars en aide vitale à l'Éthiopie sur le seul exercice fiscal 2022. L'USAID, son bras financier humanitaire, et son principal bénéficiaire, le PAM, ont demandé des enquêtes sur les détournements de nourriture – impliquant à la fois le gouvernement fédéral et l'administration régionale du Tigré – avant de reprendre l'aide.

Demande d'enquête sur « un système de détournement »

L'USAID a affirmé que son enquête avait identifié « un système de détournement à l'échelle du pays ciblant principalement les produits alimentaires financés par les donateurs » selon une note interne d'une récente réunion de la communauté des donateurs en Éthiopie, obtenue par le journal Addis Standard et rendue publique le 8 juin dernier. Ce système de détournement « semble être orchestré » par des entités gouvernementales fédérales et régionales, « avec des unités militaires à travers le pays bénéficiant d'une aide humanitaire », selon le mémo, préparé par le Groupe de donateurs humanitaires et de résilience (HRDG)³, dont l'USAID fait partie. « Des négociants et opérateurs privés de céréales et de farine ont également joué un rôle dans ce programme », ajoute le rapport cité dans Addis Standard⁴. Des fonctionnaires en charge de la distribution d'aide alimentaire ont aussi détourné de la nourriture à leur propre profit en quantité, selon le journal éthiopien.

Dans la foulée de l'annonce de cette suspension, les deux patrons du PAM en Éthiopie auraient démissionné selon des médias en général très bien informés. Mais le PAM a démenti toute démission, tout en envoyant un « directeur par intérim » pour occuper le bureau du PAM à Addis Abeba alors que le directeur en titre est « en vacances ».

Selon des sources bien informées, l'une des exigences de l'USAID pour reprendre les opérations était aussi de voir un « changement complet de leadership au PAM en Éthiopie ». Le PAM, de son côté, a admis qu'il était « en train de déployer des mesures globales et systémiques pour empêcher toute nouvelle ingérence dans l'aide alimentaire vitale afin qu'elle atteigne ceux qui en dépendent pour leur survie ».

Sous pression internationale, le gouvernement d'Abiy Ahmed a lancé son enquête et, selon les médias locaux, au moins 186 personnes ont déjà été arrêtées. Tigray TV, chaîne officielle des autorités régionales du Tigré a affirmé en fin de semaine dernière que « cinq entités - le gouvernement érythréen, le gouvernement fédéral éthiopien, les autorités régionales du Tigré, les coordinateurs des camps de déplacés ainsi que des travailleurs humanitaires - ont pris part » à ces détournements, selon une interview avec le général Fiseha Kidanu, chef de la Commission d'enquête désignée par les autorités.

Le détournement d'aide alimentaire est donc une accusation de plus contre le régime d'Abiy Ahmed alors qu'il est déjà accusé – aux côtés de l'armée érythréenne et des rebelles tigréens vaincus – de crimes de guerre, voire de crimes contre l'Humanité pendant la guerre civile au Tigré.

Pendant ce temps, le nombre d'enfants de moins de 5 ans qui meurent de malnutrition aiguë ne cesse d'augmenter.

Alors que l'aide se poursuivait encore, l'augmentation était déjà estimée à 28% entre mars et avril 2023 ●

1 Ces famines étaient orchestrées par le régime communiste du DERG de Mengistu Hailé Mariam pour obtenir de l'aide internationale et contrôler des populations déplacées de force.

2 Seule est maintenue pour le moment l'aide nutritionnelle aux enfants, aux femmes enceintes et à celles qui allaitent, les programmes de repas scolaires et les activités visant à renforcer la résilience des agriculteurs et des éleveurs, qui sont plus facilement contrôlables.

3 Comprend différentes ambassades de pays donateurs comme l'Irlande, la France, la Grande-Bretagne, le Japon, Les Pays-Bas, la Suède, la Turquie, entre autres.

4 <https://addisstandard.com/exclusive-donor-funded-food-diversion-in-ethiopia-coordinated-criminal-scheme-covers-seven-regions-involves-fed-govt-regional-entities/>



REGARD D'EXPERT L'Usine et l'École

Par Philippe Reclus



Philippe Reclus, associé senior chez ESL, a été directeur adjoint de la rédaction du Figaro. Il a créé et dirigé la fondation Croissance Responsable, émanation de Croissance Plus, abritée par l'Institut de France. Il anime un séminaire à l'École Polytechnique consacré à « L'entreprise et ses stakeholders ».

Rapatriement de la fabrication des médicaments, relocalisation, innovation technologique, intelligence artificielle, avion ultra sobre. Emmanuel Macron a multiplié ces jours-ci les signaux du volontarisme en matière de réarmement industriel de la France, gage de sa souveraineté économique. L'effort est réel. Depuis 2017, on dénombre 300 créations nettes d'usines et 158 relocalisations avec à la clé 1,7 million d'emplois recensés. Pour la quatrième année consécutive, l'hexagone décroche la palme en Europe en matière d'attraction des investissements étrangers selon le classement EY. A ce rythme, le choc de désindustrialisation observé avec la crise de 2008 pourrait bien être effacé à la fin du quinquennat. Les 2 millions d'emplois perdus oubliés, la part de l'industrie dans la valeur ajoutée rehaussée après avoir été divisée par deux (à 11,5 %).

L'industrie est clairement l'un des remèdes aux maux qui hantent la France depuis trente ans : elle est la meilleure arme contre le chômage de masse, elle irrigue les territoires, elle remet dans le mouvement les villes moyennes. Elle est le pilier du commerce extérieur. Elle est un facteur décisif de soutien aux classes moyennes pour éviter qu'elles basculent dans le vote populiste, à l'image de l'Amérique qui a élu Donald Trump.

On peut donc comprendre que beaucoup d'argent public soit fléché vers cette « reconquête » : 54 milliards d'euros au titre du plan France 2030 pour rattraper le retard industriel et investir dans des technologies innovantes ou bas carbone. Pêle-mêle, 2,9 milliards dans le projet de production de semi-conducteurs de Crolles, 1,3 milliard pour l'usine de batteries ACC de Douvrin, et autant pour l'investissement du taïwanais Prologium.

Tout un symbole : Alcatel-Lucent Enterprise a rapatrié à Laval l'assemblage de centraux télé-

phoniques délocalisés chez un sous-traitant roumain au début des années deux mille, lorsque Serge Tchuruk avait promu le concept de stratégie « fabless » : ne garder que la conception des produits, et sous-traiter la fabrication dans les pays à bas coûts.

C'est sans doute à un véritable basculement de modèle auquel on assiste : d'un côté, une multiplication des signaux pour confirmer que le robinet du « quoi qu'il en coûte » est revissé, histoire de ne pas agiter le chiffon rouge sur la dette aux yeux des agences de notation. De l'autre côté, sont engagés de gros moyens dans la réindustrialisation, pour affronter la concurrence des autres Etats, à commencer par les Etats-Unis, qui eux aussi veulent attirer les entreprises à coup d'aides et d'exonérations.

Autant dire que personne n'a le choix, à moins de laisser les multinationales en position de force faire leur marché, imposer leurs conditions et fondre sur les tombereaux de dollars de subventions outre Atlantique, où les prix de l'énergie sont trois à cinq fois plus faibles, où le marché intérieur est plus cohérent, et où l'administration publique affiche une réactivité à faire pâlir les Etats sur-administrés de la vieille Europe.

Tous ces efforts sont salutaires, nécessaires. Mais sont-ils suffisants ? La France a raison d'inscrire dans le long terme son réarmement industriel. Encore faut-il qu'elle parvienne à marcher sur deux jambes : l'industrie et les compétences.

La vraie réussite de la politique industrielle est d'attirer les centres de décision, les laboratoires de recherche, l'innovation, le capital. La vague de réindustrialisation en cours révèle cruellement les dégâts accumulés depuis vingt ans : la qualité des produits pris dans le piège du « moyen de gamme », le manque d'emplois qualifiés, la chute de l'esprit scientifique. La rupture de la courbe d'expérience d'EDF en matière nucléaire démontre que le mal est profond. En matière d'innovation, il ne suffit pas de vouloir rattraper son retard, il faut aussi le pouvoir. Si le pays ne dispose pas des capacités technologiques suffisantes pour soutenir le rythme de l'innovation, il court le risque d'arroser le sable.



L'effort placé sur le retour de l'industrie ne pourra déboucher que s'il est assis sur un effort tout aussi conséquent sur l'amont, à savoir la remise à niveau de l'école. A l'heure du numérique, du quantique, du cyber et de l'intelligence artificielle, l'apprentissage des mathématiques est un impératif.

Hourrah ! Airbus remporte une « giga commande » de 500 A320 de la compagnie indienne Indigo. Mais les fournisseurs de deuxième et troisième rangs de l'avionneur européen auront-ils la matière grise suffisante pour assurer cette spectaculaire montée en puissance ?

La formation est la condition pour créer des bons emplois associés à de bons salaires. Il est urgent de réinterroger notre système éducatif et universitaire et se demander comment il pourrait être mieux connecté avec la recherche des industriels en matière de technologie et d'innovation.

Enfin, la capacité d'attirer et de séduire ne peut être la seule réponse au souhait de voir revenir l'industrie. Les investissements entrent, mais les gains repartent vers les sièges à l'étranger. En cas de choc conjoncturel, les arbitrages de fermeture sont bien

souvent défavorables. Et le rapatriement de la production en France est une chose, le risque que les cerveaux ne soient plus français en est une autre. Pour garder la main sur le « cerveau » de leurs usines, les industriels doivent conserver la maîtrise des données numériques. Nous aurions bien tort de ne pas nous satisfaire que les machines soient redevenues françaises. Mais que leurs cerveaux soient ceux des géants de la tech américains qui contrôlent et gèrent les données générées par ces machines, voilà qui risque de gâcher la fête ●

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.